



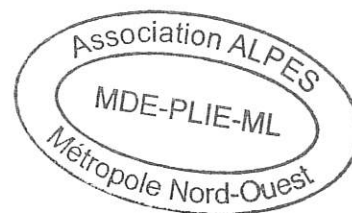
KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

*Lambert
Le 30 mars 2023*

Nicolas LE NEINDRE
Président



Exercice clos le 31 décembre 2022

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association, dans le cadre de l'animation et de la gestion du Plan Local pour l'Insertion par l'Emploi, finance des bénéficiaires facilitant l'insertion sociale, économique et professionnelle de personnes exclues du marché du travail. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons procédé à l'évaluation des approches retenues pour octroyer ces financements.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leurs correctes applications.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 29 mars 2023

KPMG SA

Maxime Brion

Commissaire aux comptes



Alliance pour l'emploi et la solidarité

**Maison De l'Emploi, PLIE
et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION ALPES

BILAN AU 31/12/2022

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 770	1 330	441	1 031
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	210 350	183 193	27 156	29 458
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	352		352	2 233
TOTAL (I)	212 472	184 523	27 949	32 722
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	2 775		2 775	
Créances financeurs	1 151 518		1 151 518	941 388
Autres	29 525		29 525	22 543
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 280 285		2 280 285	2 240 199
Charges constatées d'avance	4 358		4 358	23 583
TOTAL (III)	3 468 460	0	3 468 460	3 227 713
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 680 932	184 523	3 496 409	3 260 436

ASSOCIATION ALPES
BILAN AU 31/12/2022

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	111 889	61 864
Autres	114 887	114 887
Report à nouveau	1 662 479	1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	23 635	50 025
Situation nette (sous-total)	1 912 891	1 889 256
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	1 912 891	1 889 256
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (III)	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	53 841	53 841
Provisions pour charges	152 616	141 573
TOTAL (IV)	206 457	195 414
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	224 847	165 916
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	411 021	440 776
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	108 690	106 252
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	632 504	462 822
TOTAL (V)	1 377 062	1 175 766
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 496 409	3 260 436

ASSOCIATION ALPES
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2022

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 888 824	2 685 867
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 893	59 300
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3 790	
TOTAL I	2 916 506	2 745 167
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	217 098	210 702
Aides financières	299 128	244 370
Impôts, taxes et versements assimilés	157 942	161 544
Salaires et traitements	1 604 914	1 497 701
Charges sociales	616 857	604 814
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 100	21 342
Dotations aux provisions	11 043	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
TOTAL II	2 926 083	2 740 473
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 577	4 694
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 833	1 822
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	6 833	1 822
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 833	1 822
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-2 744	6 516

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	72 861	97 692
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	72 861	97 692
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	45 107	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		53 841
TOTAL VI	45 107	53 841
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	27 754	43 852
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 376	342
Total des produits (I+III+V+IX)	2 996 201	2 844 681
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 972 566	2 794 655
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	23 635	50 025
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	85 729	85 729
Bénévolat		
TOTAL	85 729	85 729
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	85 729	85 729
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	85 729	85 729

ASSOCIATION ALPES
COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE AU 31/12/2022

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE	ALPES	MAISON DE L'EMPLOI	MISSION LOCALE	PLIE
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	2 888 824	297 831	1 991 023	599 969
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 893	354	21 935	1 604
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	3 790	0	3 790	0
TOTAL I	2 916 506	298 185	2 016 748	601 573
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	217 098	22 380	168 627	26 091
Aides financières	299 128	47 753	39 230	212 145
Impôts, taxes et versements assimilés	157 942	20 553	118 868	18 521
Salaires et traitements	1 604 914	194 259	1 235 191	175 464
Charges sociales	616 857	78 970	470 140	67 747
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 100	1 971	15 139	1 990
Dotations aux provisions	11 043	6 523	11 207	-6 687
Reports en fonds dédiés				
Autres charges				
TOTAL II	2 926 083	372 409	2 058 402	495 271
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 577	-74 224	-41 655	108 302
PRODUITS FINANCIERS				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	6 833	705	5 416	712
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL III	6 833	705	5 416	712
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL IV	0	0	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 833	705	5 416	712
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-2 744	-73 519	-36 239	107 014
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	72 861	28 618	20 449	23 794
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL V	72 861	28 618	20 449	23 794
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	45 107	4 786	37 764	2 557
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
TOTAL VI	45 107	4 786	37 764	2 557
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	27 754	23 832	-17 315	21 237
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 376	142	1 090	143
Total des produits (I+III+V)	2 996 201	327 508	2 042 613	626 080
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 972 566	377 337	2 097 257	497 972
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	23 635	-49 829	-54 644	128 108
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	85 729	5 411	74 855	5 463
Bénévolat				
TOTAL	85 729	5 411	74 855	5 463
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	85 729	5 411	74 855	5 463
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	85 729	5 411	74 855	5 463

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2022

**ALliance Pour l'Emploi et la Solidarité
Maison de l'Emploi, PLIE et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

48, avenue du Parc – BP 60115
59832 LAMBERSART Cedex

SOMMAIRE

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE.....	2
EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE.....	2
DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2
DESCRIPTION DE L'ACTIVITE	2
OBJET SOCIAL	2
NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES.....	3
MOYENS MIS EN OEUVRE	4
INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	5
BILAN ACTIF.....	5
• Immobilisations corporelles et incorporelles, Amortissements pour dépréciation.	5
• Actif circulant – Classement par échéance.	5
BILAN PASSIF.....	6
• Variation des fonds propres	6
• Etat des dettes	6
• Provisions pour risques et charges.....	6
• Produits constatés d'avance	7
INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	8
• Les subventions d'exploitation	8
• Résultat exceptionnel.....	8
• Effectif	9
• Mises à disposition et contributions volontaires en nature.....	9
• Actions du PLIE.....	9
INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	9
• Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés	9

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général :

- . Image fidèle,
- . Régularité, sincérité,
- . Prudence,
- . Permanence des méthodes,
- . Coûts historiques,
- . Continuité d'exploitation.

D'autre part, l'association a pris en compte les adaptations au plan comptable général contenues dans le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les modèles de comptes annuels (bilan, compte de résultat et contenu de l'annexe) sont définis par le règlement ANC n°2018-06 qui fixe des règles d'établissement et de présentation.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du PCG (annexe de base) sous réserve des dispositions spécifiques prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Néant

DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Néant

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour « indemnités de départ à la retraite », qui existait déjà dans les comptes au 31/12/2021, a été ajustée au 31/12/2022 de + 11 043 €, et s'élève fin 2022 à 152 616 € dans les comptes de l'association.

Une provision pour « risque prud'homal », constituée en 2021, s'élève à 53 841 €.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

OBJET SOCIAL

L'association a pour objet :

- D'être le support juridique de la Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest, régie par :
 - La Loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi.
 - Le cahier des charges qui lui est applicable.
 - La convention pluriannuelle signée avec l'Etat.
- D'être le support juridique du Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (dénommé "PLIE Métropole Nord-Ouest").

Ce PLIE a pour finalité de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées du marché du travail.

- D'être le support juridique de la Mission Locale (dénommée "ML MNO").

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission principale : l'accueil, l'information, l'orientation et le suivi des jeunes de 16 à 25 ans, ainsi que la promotion, l'animation et le développement d'actions en matière de formation, d'accès à l'emploi, de citoyenneté et de vie quotidienne.

- De participer, d'animer, de coordonner et de financer le cas échéant, en fonction des subventions mobilisées à cet effet, tous projets, études et actions de nature à favoriser l'insertion des publics résidant sur son territoire d'intervention.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

La Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest coordonne les stratégies territoriales de l'emploi autour de 2 axes principaux :

- Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques : elle mène des actions de coordination et d'informations spécialisées à destination des acteurs locaux, institutionnels et économiques afin de leur permettre de mieux anticiper les mutations économiques sur le territoire concerné. Elle peut assurer l'animation, la coordination et la mise en œuvre des actions en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales, en coordination avec les autres opérateurs du Service Public de l'Emploi (Appui RH aux entreprises et notamment aux TPE).
- Contribuer au développement local de l'emploi : elle coordonne et fluidifie la transmission d'informations et les relations entre les acteurs sur le territoire. Cette action de coordination et de mise en œuvre, dans le respect des compétences de chacun des acteurs, peut intervenir dans des champs extrêmement divers en matière de développement local : aide à la création et reprise d'entreprises, appui à la création de commerces et de services de proximité, animation territoriale multisectorielle, responsabilité sociale des entreprises, promotion et facilitation de la clause sociale...

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans :

- Repérage
- Accueil
- Information
- Orientation
- Accompagnement
- Mobilisation des mesures liées à l'insertion, la formation et l'emploi
- Aide à la résolution de problèmes périphériques (santé, justice, ressources, logement, mobilité, citoyenneté...).

Le PLIE Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des participants :

- Assurer un accompagnement renforcé et individualisé des participants par des conseillers référents.
- Construire des parcours d'insertion professionnelle avec comme objectif l'emploi (d'au moins 6 mois) et/ou la validation d'une formation professionnelle reconnue.

La zone géographique couverte par l'association est le territoire Métropole Nord-Ouest composé de neuf communes regroupées au sein du SIVOM Alliance Nord-Ouest (Lambersart, Lompret, Marcq-en-Baroeul, Marquette, Pérenchies, Quesnoy-sur-Deûle, Saint-André, Verlinghem, Wambrechies) et de la commune de La Madeleine.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Pour réaliser son objet social, l'association organise sa gouvernance autour de trois organes : le Bureau, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale. Les attributions et les compétences de chaque organe sont définies dans les statuts.

L'association peut recevoir toutes ressources autorisées par la Loi, en particulier les subventions de l'Etat, des Collectivités Locales et Territoriales et de l'Union Européenne. Les ressources de l'association sont essentiellement des subventions publiques liées à la politique de l'emploi.

Pour atteindre ses objectifs et réaliser ses missions, l'association s'appuie sur des salariés permanents : 48 salariés qui représentent 47.91 ETP au 31/12/2022.

L'association comporte 3 établissements, le siège social à Lambersart, et deux antennes à Marcq-en-Baroeul et à La Madeleine, qui lui permettent d'avoir une bonne couverture territoriale pour accueillir ses usagers.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

BILAN ACTIF

- Immobilisations corporelles et incorporelles. Amortissements pour dépréciation.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 5 ans

Le montant des acquisitions de l'année 2022 s'élève à 16 208 €.

- Actif circulant – Classement par échéance.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.

Les subventions à recevoir sont principalement constituées :

Au titre de la MDE :

75 739 € du FSE au titre de l'exercice 2021
23 000 € de la MEL au titre de l'exercice 2022
2 000 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2022

Au titre de la Mission Locale :

8 845 € de l'Etat - Parrainage au titre de l'exercice 2022
368 312 € de l'Etat - CPO au titre de l'exercice 2022
97 391 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2021
97 391 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2022
6 011 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2022
21 893 € de l'AREFIE/PIC Repérage au titre des exercices 2021-2023

Au titre du PLIE :

151 282 € du FSE au titre de l'exercice 2021
193 785 € du FSE au titre de l'exercice 2022
30 015 € du Conseil Régional au titre de l'exercice 2022
72 485 € du Conseil Départemental au titre de l'exercice 2022
3 368 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2022

Les autres créances sont constituées principalement pour 3 637 € d'un excédent de versement sur la taxe sur les salaires de l'année 2022, et d'avances de trésorerie accordées à la Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis pour un montant de 17 493 €.

Les charges constatées d'avance concernent uniquement des charges d'exploitation.

BILAN PASSIF

- Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves	176 751	50 025			226 777
Report à nouveau	1 662 479				1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	50 025				23 635
Situation nette	1 889 256	50 025	0	0	1 912 891
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 889 256	50 025	0	0	1 912 891

Lors de l'affectation du résultat comptable 2021, il a été décidé d'affecter 62 760 € dans la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes », et de déduire 2 312 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Adultes », et 10 422 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes ».

- Etat des dettes

Toutes les dettes sont exigibles à moins d'un an.

- Provisions pour risques et charges

Une provision de 152 616 € pour « Indemnités de départ à la retraite » est constatée au bilan 2022.

Les hypothèses reprises pour le calcul de cette provision sont les suivantes :

Détermination en fonction de la Convention Collective des Missions Locales,

Age de la retraite à 62 ans,

Évolution de salaire annuelle de 4.00%,

Taux d'actualisation de 3.80%,

Taux de charges sociales de 46%,

Taux de turn over de 9.42% jusqu'à 50 ans puis 0% au-delà.

Une provision pour « risque prud'homal » est constituée au 31/12/2022 pour un montant de 53 841 €.

- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent principalement :

Une subvention de la DREETS / « Contrat d'Engagement Jeune » pour un montant de 615 529 € ;

Une subvention de l'AREFIE / « PIC Repérage » pour un montant de 3 421 € ;

Une subvention de la MEL pour un montant de 13 554 €.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- Les subventions d'exploitation

N° de compte	Financier	Affectation	Période	Fonds dédiés ou PCA N - 1	Employé 2022	Fonds dédiés ou PCA N
740 002	FSE - SAG	PLIE	2022		111 168	
740 002	FSE - ARP	PLIE	2022		82 617	
741 001	Conseil Régional HDF CPO Fonctionnement	ML	2022		97 391	
741 001	Conseil Régional HDF Service Civique	ML	2022		34 260	
741 002	Conseil Régional HDF Fonctionnement	PLIE	2022		30 015	
741 102	Conseil Départemental du Nord	PLIE	2022		157 401	
741 110	DIRECCTE HDF CPO Fonctionnement	MDE	2022		31 500	
741 111	DIRECCTE HDF CPO Fonctionnement	ML	2022	403 467	1 334 991	615 529
741 111	DIRECCTE HDF Parrainage	ML	2022		17 690	
741 130	AREFIE PIC repérage	ML	2021-2023	44 471	41 050	3 421
741 140	ASP Service Civique	ML	2022		44 680	
741 150	POLE EMPLOI	ML	2022		74 449	
741 160	ARS HDF	ML	2022		15 000	
741 200	SIVOM	MDE/ML/PLIE	2022		578 620	
741 400	La Madeleine	MDE/ML/PLIE	2022		113 790	
741 600	MEL	MDE	2022	14 885	116 331	13 554
741 601	MEL	ML	2022		7 871	
TOTAL				462 822	2 888 824	632 504

- Résultat exceptionnel

Il s'élève à + 27 754 € et est composé principalement de produits et de charges sur exercices antérieurs, dont en particulier :

- Un solde favorable sur une subvention FSE 2019-2022 pour la MDE d'un montant de 28 480 € à l'issue du contrôle de service fait du bilan ;

- Un solde favorable sur une subvention FSE-IEJ de 2020 à l'issue du contrôle de service fait du bilan pour un montant de 9 741 € au profit de la Mission Locale ;
- Un solde favorable sur une subvention de la région HDF de 2020 à l'issue du contrôle de service fait du bilan pour un montant de 9 096 € au profit de la Mission Locale.
- Le remboursement d'un trop perçu de la Plateforme de gestion des PLIE pour les années 2020 et 2021 pour un montant de 12 431 € ;
- La refacturation par la Ville de Lambersart des charges locatives du bâtiment situé à Lambersart pour la période 2017-2021 pour un montant de 17 007 € ;
- Une perte sur une subvention FSE-Région de 2017 pour un montant de 23 924 € à l'issue du contrôle de service fait du bilan au détriment de la Mission Locale.

- Effectif

L'effectif au 31 décembre 2022 était de 48 salariés (47.91 ETP).

- Mises à disposition et contributions volontaires en nature

La mise à disposition des locaux de la Maison de l'Emploi par la Ville de Lambersart pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 s'élève à 52 432 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale à La Madeleine pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 s'élève à 18 297 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale et de la Maison de l'Emploi à Marcq-en-Barœul pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 s'élève à 15 000 €.

Ces mises à disposition sont enregistrées au pied du compte de résultat dans les rubriques de contributions volontaires en nature.

L'association a bénéficié de la mise à disposition d'1 salarié à temps plein par le CCAS de Marcq-en-Barœul sur la période du 01/10/2022 au 31/12/2022 dont le coût du poste est appelé pour une valeur égale au coût réellement supporté par l'employeur à l'euro près, soit un montant facturé de 11 770 €.

- Actions du PLIE

La part des actions du PLIE MNO non comptabilisée dans les livres de l'association (FSE géré par la Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis) représente 0 € en 2022.

INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

- Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-568 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 210 628 € en 2022.